

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 20/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMOURS France

Accounts Payable-Défense Plaza
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9
92000 Nanterre

Références : IC-R/0532/24-SD/SL
Code AIOT : 0005104648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2024 dans l'établissement CHEMOURS France implanté Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMOURS France
- Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CHEMOURS à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement pour analyse	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection du 6 octobre 2023 portant sur la prévention du risque Légionelles, des non-conformités et observations avaient été formulées.

Le 4 décembre 2024, il a été constaté les actions mises en place par l'exploitant. Ces dernières permettent de solder les suites de l'inspection du 6 octobre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement pour analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/10/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles</p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.</p> <p>En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai</p>

d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.

En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.

Les dispositions relatives aux échantillons répondent aux dispositions prévues par la norme NF T90-431 (avril 2006) ou par toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées.

Constats :

Le 6 octobre 2023, l'inspection a contrôlé la présente prescription dans le cadre d'un contrôle inopiné.

Il avait été constaté deux non-conformités de suite concernant respectivement :

- l'influence des produits traitement étant donné la proximité de leur point d'injection sur le circuit avec le point de prélèvement ;
- le respect du délai des 48 heures entre un traitement choc du circuit et un prélèvement pour la recherche des bactéries.

Il avait également été formulé deux observations concernant :

- la présence d'une tuyauterie avec des vannes pour l'isoler (constitution potentiel d'un bras mort) ;
- la gestion des pompes de circulations du circuit en intermittence qui peuvent générer un bras mort.

Le 4 décembre 2024, l'inspection s'est rendue sur le site afin de constater la réalisation des actions correctives suite aux constats du 6 octobre 2023.

Il a été constaté :

- la mise en place d'un nouveau point de prélèvement situé en amont de la dispersion en dehors d'une potentielle influence des produits de traitement ;
- la mise en place d'un support physique (panneau) à proximité immédiate du point de prélèvement pour informer le préleveur du traitement mis en place, sa date de mise en œuvre et la personne responsable de cette action.

Ces deux actions permettent de solder les deux non-conformités de suite constatées lors de l'inspection précédente.

En complément, afin de répondre aux observations relevées le 6 octobre 2023, l'exploitant a réalisé les actions suivantes :

- la mise à jour l'instruction référencée FAB-I-042 indice f afin d'intégrer et formaliser ce qui était réalisé en période de production à savoir la fermeture des vannes UE5291 et UE5292 pour supprimer le risque de constitution d'un bras mort ;
- le contrôle du fonctionnement des trois pompes de circulation du circuit de refroidissement. Le 31 octobre 2023 l'exploitant a transmis les éléments de réponses concernant le fonctionnement de ces trois pompes en précisant que la pompe qui est en arrêt l'est au maximum pendant 100 heures afin de supprimer la création d'un bras mort fonctionnel.

Ces actions permettent de solder les deux observations formulées lors de l'inspection précédente.

Type de suites proposées : Sans suite
